

Relations industrielles Industrial Relations



Les politiques sociales, Par Laurent Cytermann et Thomas Wanecq, Paris : Presses universitaires de France, 2010, 372 p., ISBN : 978-2-13-057721-2.

Diane-Gabrielle Tremblay

Volume 67, numéro 2, printemps 2012

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1009097ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1009097ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département des relations industrielles de l'Université Laval

ISSN

0034-379X (imprimé)

1703-8138 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Tremblay, D.-G. (2012). Compte rendu de [*Les politiques sociales*, Par Laurent Cytermann et Thomas Wanecq, Paris : Presses universitaires de France, 2010, 372 p., ISBN : 978-2-13-057721-2.] *Relations industrielles / Industrial Relations*, 67(2), 337–338. <https://doi.org/10.7202/1009097ar>

Tous droits réservés © Département des relations industrielles de l'Université Laval, 2012

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

Les politiques sociales

Par Laurent Cytermann et Thomas Wanecq,
Paris : Presses universitaires de France, 2010,
372 p., ISBN : 978-2-13-057721-2.

Cet ouvrage aborde l'ensemble des politiques sociales, incluant les politiques de l'emploi. *A priori* destiné aux étudiants en administration publique, il intéressera les professeurs-chercheurs comme les étudiants ou encore les consultants dans les domaines de la politique sociale, de la politique publique et des politiques comparées, mais aussi ceux de relations industrielles qui reconnaissent que celles-ci s'inscrivent dans un environnement social, économique et politique. La complexité de cet environnement ressort bien ici et malgré qu'il s'agisse surtout de la France, les éléments théoriques mais aussi la nature précise des politiques sont pertinentes et permettent d'envisager des transferts ou adaptations au Québec ou ailleurs.

On trouve dans cet ouvrage un exposé très complet sur l'évolution récente des politiques sociales en France, ce pays étant souvent à l'avant-garde dans divers domaines, comme ce fut le cas pour l'aménagement du temps de travail ou le revenu de solidarité. Il se penche d'abord sur les sources du droit social, faisant le lien avec le droit constitutionnel et le droit international, pour ensuite venir aux normes nationales et aux conventions collectives. La première partie traite du droit du travail, la deuxième des politiques de l'emploi et de la formation professionnelle, la troisième des politiques de cohésion sociale, pour enfin conclure sur l'Europe sociale.

En ce qui concerne la première partie, on y aborde les relations individuelles de travail, les contrats de travail, la protection variable qu'ils offrent contre la précarité. Les auteurs soulignent ici que le marché du travail français maintient durablement dans la précarité un nombre important de travailleurs, notant que ceci est souvent attribué à une législation trop protectrice des emplois stables et qui, du coup, accroi-

trait le nombre de contrats précaires. Les auteurs notent qu'en 2008 des réformes ont été adoptées et que celles-ci se traduisent encore par les ruptures de contrats, de sorte qu'il y a débat quant à savoir si la France est trop protectrice des emplois stables ou au contraire favorise l'instabilité. De fait, les deux situations s'appliquent, mais à des milieux de travail différents. Les relations collectives de travail sont ensuite abordées, et la réforme de la représentativité syndicale est alors étudiée.

Le chapitre 3 fait l'historique d'une dizaine d'années de réforme de la législation sur le temps de travail, passant du bilan de la loi sur les 35 heures, aux politiques qui ont ensuite facilité le dépassement de la durée légale ainsi que l'aménagement du temps de travail. On observe aujourd'hui qu'il y a eu une hausse de la durée effective du travail, mais on constate surtout qu'il y a une plus grande diversité des rythmes de travail des salariés. Ce chapitre est fort passionnant lorsqu'on souhaite mieux comprendre l'évolution des heures de travail, puisque la France a été particulièrement innovatrice en la matière, et que l'analyse des effets de la réduction du temps de travail sur l'emploi continue de faire débat. Le chapitre 4 traite de la régulation des salaires, notamment du salaire minimum, et il est particulièrement pertinent parce qu'il situe la France dans le contexte d'un intérêt renouvelé dans de nombreux pays pour les lois en matière de salaire minimum.

La deuxième partie se centre sur les politiques de l'emploi et de la formation professionnelle. Est posée ici la fameuse question de savoir si les politiques de l'emploi sont efficaces et si elles peuvent créer des emplois. Les auteurs concluent que le développement du sous-emploi n'a pas été évité, malgré nombre de politiques innovatrices sur le plan de l'emploi, comme le revenu minimum d'insertion par exemple. Le contexte de crise que l'on connaît maintenant peut tendre à accrédi-ter la

pertinence de ces politiques, mais celles-ci demeurent contestées, en France comme ailleurs dans le monde. Le chapitre 6 traite de la législation associée à l'indemnisation du chômage, et souligne que la logique d'assistance reste toujours très présente, malgré le développement d'un système assurantiel. Aussi, les partenaires sociaux étant présents dans la gestion de ce régime, en France, les débats sur les mérites respectifs de l'autonomie des partenaires sociaux et de l'intervention de l'État en matière de chômage se sont poursuivis, et il semble que des réformes pourraient être introduites dans les prochaines années, en raison des difficultés économiques actuelles. Le chapitre 7 traite de la formation professionnelle et se demande si le système de formation professionnelle des adultes, qui a fait la renommée de la France et dont le Québec s'est inspiré pour sa propre loi, serait un « système à la dérive ». Les auteurs observent que ce système de formation a favorisé une forte progression de la formation à l'échelle nationale, mais que, comme on l'observe également au Québec et au Canada, la formation reste inégalement distribuée et il semble qu'elle n'ouvre pas de vraies perspectives de promotion sociale en France. Bien que de nouveaux outils aient été mis en place de 2004 à 2009 pour tenter de démocratiser l'accès à la formation continue, il semble que cela n'ait pas eu d'impact majeur.

La troisième partie de l'ouvrage traite des politiques de cohésion sociale, abordant la question des minima sociaux et surtout du revenu de solidarité active (RSA). Dans ce dernier cas, on indique que le RSA cherche à régler le problème de la trappe à inactivité et de la pauvreté, mais qu'il n'a pas mis fin aux débats concernant le type de politiques ou de programmes les plus appropriés pour réduire, si ce n'est mettre fin à la pauvreté. Les chapitres suivants sur la politique du logement et la politique de la ville touchent peut-être moins le domaine des relations industrielles, mais davantage ceux

des études urbaines ou de géographie. Le chapitre 11 porte sur le droit des personnes handicapées, alors que le chapitre 12 est consacré à la création d'un « cinquième risque », sous la forme du risque de dépendance.

Enfin, l'ouvrage se conclut sur l'Europe sociale et fait un historique de ses développements, soulignant notamment que les modèles sociaux des divers pays restent encore très hétérogènes et que les politiques sociales n'ont pas été très développées dans le cadre de la construction de l'Europe. Les auteurs considèrent que les politiques sociales devraient faire l'objet d'attention pour faire face aux défis de l'Europe, mais que les difficultés économiques actuelles ne laissent pas présager des changements de ce côté, la dimension économique semblant retenir davantage l'attention pour le moment.

Le livre est extrêmement bien documenté, les références bibliographiques sont très complètes et pertinentes. Il est aussi bien illustré avec des schémas, des tableaux ou des encadrés qui présentent certains éléments plus en détail (séries de lois, etc.). L'ouvrage présente donc une excellente synthèse des politiques sociales en France.

Diane-Gabrielle Tremblay

Télé-université, UQAM